

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIERES DU THIEULIN SAS

Chemin Saint Eloi
91720 Maisse

Références : 7905/RAPVI/CC/IC240223
Code AIOT : 0010007905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SABLIERES DU THIEULIN SAS implanté Les Sablons - Les Abbayes du Loir 28240 Le Thieulin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERES DU THIEULIN SAS
- Les Sablons - Les Abbayes du Loir 28240 Le Thieulin
- Code AIOT : 0010007905
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS Sablières du Thieulin exploite une carrière de sable située au lieu-dit Les Sablons - Les Abbayes du Loir sur la commune LE THIEULIN. Le site est divisé en deux parties par la route départementale 941 : l'une correspond à la carrière et l'autre à l'installation de traitement.

Les matériaux extraits de la carrière sont transférés par un convoyeur aérien vers l'installation de traitement. Considérant que les camions circulent essentiellement sur l'installation de traitement, l'inspection des installations classées a réalisé l'action départementale coup de poing "propreté et sécurité en sortie de carrière" sur ce site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 4	Sans objet
2	Aménagements accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7	Sans objet
3	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
4	Équipement : Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de cette visite d'inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'inspection des installations classées constate qu'un panneau contenant les informations définies par la prescription susvisée est présent au niveau de la voie d'accès de l'installation de traitement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements accès
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : L'installation de traitement est desservie par la route départementale 941 et celle-ci dispose de deux accès qui sont dissociés pour l'entrée et la sortie des véhicules. Un plan de circulation et des panneaux de signalisation sont présents au sein de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Prescription contrôlée : [...] L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'installation de traitement est clôturée et des panneaux signalant le danger, les sens de circulation, les consignes (port des EPI, bache des bennes) sont implantés au niveau des différentes zones du site (zones de chargement, pont-bascule, bureaux).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Equipement : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Equipement : Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent [...]

Constats :

L'inspection des installations classées constate que les voies de circulation de l'installation de traitement ainsi que les aires de stationnement sont correctement entretenues. La route départementale séparant l'installation de traitement et la carrière est maintenue en bon état de propreté. L'exploitant précise que la voie publique est nettoyée avec une balayeuse tous les vendredis.

Lors de la visite, les véhicules poids-lourds présents au sein de l'installation de traitement sont des camions citernes et circulent à une vitesse adaptée. L'exploitant mentionne que les camions bennes sont munis de bâche pour éviter tout envol de matériaux et un panneau rappelant cette consigne est apposé sur le portail de sortie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite